

# Enquête mondiale de la CSI sur la Covid-19



**22 – 25 juin 2020**  
**Principales conclusions**

## Résumé

L'enquête mondiale de la CSI sur la Covid-19 analyse depuis trois mois les ripostes gouvernementales et patronales à la pandémie. Chaque questionnaire a permis d'identifier les lacunes dans les mesures, afin de les traiter dans les mobilisations et les campagnes à l'échelon international.

Cette dernière livraison dans la série d'enquêtes jette les bases des plans visant la reprise économique et la résilience, à centrer sur un Nouveau contrat social, sur la protection sociale universelles et sur les droits démocratiques.

### **La protection sociale universelle – le fondement de la résilience**

Les syndicats ont négocié activement pour que les travailleurs soient soutenus. Près des deux tiers (63 %, 60 pays) ont dit que les syndicats de leur pays avaient réussi à obtenir des aides supplémentaires destinées aux travailleurs dans le cadre des ripostes gouvernementales ou patronales à la pandémie de Covid-19. La plupart du temps, ce soutien prend la forme de prestations relevant d'un socle de protection sociale, y compris le congé maladie rémunéré, le soutien aux revenus ou les soins de santé.

En outre, les syndicats ont réussi à obtenir toute une gamme de mesures supplémentaires de soutien aux travailleurs, y compris un nouveau soutien aux salaires, des subventions et des versements en espèces pour les achats alimentaires, des équipements de protection individuelle (EPI) et les primes versées aux travailleurs se trouvant en première ligne, le report du paiement des impôts, des garanties pour l'emploi, et la déclaration de la Covid-19 comme maladie professionnelle.

En dépit de ces acquis pour les travailleurs, la pandémie de Covid-19 a brutalement exposé les lignes de fracture, au niveau mondial, entre ceux qui bénéficient d'une protection sociale universelle, incluant les soins de

santé et le soutien aux revenus, et ceux qui en sont privés. Parmi les pays les plus pauvres, trop nombreux sont ceux où les travailleurs, qu'ils soient du secteur formel ou informel, ont dû choisir entre rester chez eux et donc voir leur famille mourir de faim, ou tenter de trouver du travail en dépit du risque très réel de contracter la maladie et la propager autour d'eux.

La CSI fait campagne en faveur d'un Fonds mondial de protection sociale, qui aurait besoin de 37,8 milliards de dollars américains au cours des cinq premières années pour combler les lacunes de financement et atteindre l'ODD 1.3 dans les pays à faible revenu.

### De la crise à la reprise

Si l'on a observé, parmi les répondants aux cinq questionnaires de l'enquête, une tendance générale à la réouverture des lieux de travail, des entreprises et lieux de vie publics, plusieurs pays ont dû imposer à nouveau des mesures de confinement, et d'autres s'efforcent de nouveau de freiner la propagation du virus.

Ce qui montre bien que les gouvernements doivent se tourner vers la planification à plus long terme du redémarrage de leur économie tout en continuant à lutter contre la propagation du virus.

La crise sanitaire déclenchée par la Covid-19 entraîne une hausse du chômage, qui atteint des niveaux inimaginables encore il y a quelques mois.

Le défi à relever consiste à façonner la reprise de sorte qu'elle rétablisse le contrat social entre le gouvernement et la société, et qu'elle soit dotée de fondements solides pour assurer sa résilience afin de pouvoir résister aux chocs à l'avenir. Ce qui ne pourra réussir que si les personnes et la planète sont traitées sur un pied d'égalité avec l'économie.

La majorité des pays (81 %, 77 pays) ont indiqué que le gouvernement prépare un plan de reprise économique dans le cadre de sa riposte à la pandémie de Covid-19.

Cependant, 19 % (soit 18 pays) disent que leur gouvernement n'est pas en train de préparer un plan de reprise économique.

#### Sur les 77 pays qui ont dit que leur gouvernement préparait un plan,

64 % (49 pays) disent que les syndicats dans leur pays ont participé aux discussions avec le gouvernement au sujet des plans de reprise, mais 36 % (soit 28 pays) que les syndicats n'y avaient pas participé.

77 % (59 pays) ont dit que la création d'emplois était prévue dans les plans de reprise économique, mais 23 % (18 pays) ont dit que ces plans ne prévoyaient pas de création d'emplois.

Un peu moins de la moitié (49 %, soit 38 pays) ont dit que les plans de reprise économique prévoyaient des actions relatives au changement climatique et à une transition juste.

Les plans de reprise économique dans un monde interdépendant vont exiger des financements de la reprise et de la résilience à la fois au niveau national et mondial, qui ne pourront être mis à disposition durablement que s'ils sont fondés sur le dialogue social, sur le rétablissement de la confiance dans la démocratie et sur une réforme massive du multilatéralisme.

### **Les droits et les libertés démocratiques sont menacés**

La riposte à la pandémie de Covid-19 est l'acte de solidarité humaine le plus important jamais observé à l'échelle mondiale. Cependant, sous couvert des mesures prises contre la pandémie de coronavirus, de nombreux pays adoptent des politiques qui s'opposent aux droits des travailleurs.

L'indice CSI des droits dans le monde 2020 dénonce la rupture du contrat social entre travailleurs, gouvernements et employeurs ; les violations des droits des travailleurs et des travailleuses n'ont jamais été aussi nombreuses depuis sept ans.

Plus de la moitié des pays inclus dans l'enquête (56 %, 53 pays) ont indiqué que leur gouvernement avait introduit au cours des derniers mois des restrictions aux droits humains et du travail, camouflées au sein de leur riposte à la pandémie de Covid-19.

Les droits démocratiques, la confiance et la responsabilité sont les éléments constitutifs essentiels du nouveau modèle économique dont le monde a besoin alors qu'il se redresse du choc provoqué par la pandémie de Covid-19. Une économie mondiale résiliente doit se construire sur un Nouveau contrat social, à savoir un nouvel engagement en faveur des droits des travailleurs, des investissements renouvelés dans la conformité et l'état de droit, et les bases de la démocratie sur le lieu de travail. Ce sont là les fondements d'un avenir qui ne laisse personne au bord du chemin.

**Sharan Burrow,**  
**Secrétaire générale, CSI**

# Introduction

121 syndicats de 95 pays ont pris part à la cinquième enquête mondiale de la CSI sur la Covid-19, entre le 22 et le 25 juin 2020.

Six questions ont été posées en utilisant une plateforme de sondages en ligne, dans le but de comprendre la prévalence et la nature du soutien proposé aux travailleurs ainsi que des plans de reprise économique mis en place par les gouvernements, et pour évaluer si la réponse des gouvernements et des employeurs à la crise était bonne ou mauvaise.

Par ailleurs, les affiliées de la CSI ont été invitées régulièrement à répondre à un sondage depuis le 17 mars 2020 pour observer l'évolution de la riposte mondiale au fil du temps et identifier les tendances afin de soutenir la mobilisation et les campagnes internationales et nationales. La présente enquête est la dernière de la série. Trois questions permettent de faire le suivi de la riposte gouvernementale et de déterminer si la réponse des gouvernements et des employeurs est bonne ou mauvaise ; ce sont des questions de suivi qui ont figuré dans chacune des enquêtes au cours des trois mois qui se sont écoulés.

---

**17 pays du G20** y compris l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Corée, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni et la Turquie.

---

**33 des 36 pays de l'OCDE** y compris l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, le Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

---

**62 non-pays de l'OCDE**

**Régions:**

- 23 d'Afrique
  - 14 pays du continent américain
  - 19 pays d'Asie-pacifique
  - 39 pays de la région paneuropéenne de la CSI (Conseil régional paneuropéen, CRPE)
-



# Ripostes des gouvernements à la Covid-19

## d'après l'enquête menée du 22 au 25 juin 2020

### Conclusions mondiales

Plus de la moitié des pays (54 %, 51 pays) rouvrent certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics. 17 % (16 pays sur 95) ont entrepris une réouverture de tous les lieux.

Au total, presque trois quarts des pays (71 %, ou 67 sur 95) rouvrent certains lieux ou tous les lieux.

Seulement 9 % (9 pays) endiguent la propagation du virus par des mesures nationales de confinement, telles que la fermeture des écoles et des entreprises non essentielles, alors que 18 % (soit 17 pays) freinent la propagation du virus en encourageant le lavage des mains, le télétravail, la distanciation physique et en imposant des restrictions aux frontières pour les voyageurs internationaux.

Seulement 2 pays (2 %) ont dit que le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale.

### Évolution mondiale

Des organisations syndicales de 52 pays ont participé aux cinq enquêtes de la série (menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril, du 20 au 23 avril, du 25 au 28 mai et du 22 au 25 juin). Voici les résultats pour ces pays<sup>1</sup>:

	1ère enquête 17 – 23 mars 52 pays	2e enquête 30 mars – 2 avril 52 pays	3e enquête 20 – 23 avril 52 pays	4e enquête 25 – 28 mai 52 pays	5e enquête 22 – 25 juin 52 pays
<b>Endigue la propagation du virus par des mesures nationales de confinement</b>	30 pays (58 %)	36 pays (69 %)	31 pays (60 %)	5 pays (10 %)	—
<b>Rouvre certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics</b>	—	—	9 pays (17 %)	39 pays (75 %)	35 pays (67 %)
<b>Freine la propagation du virus en encourageant le lavage des mains</b>	20 pays (38 %)	15 pays (29 %)	11 pays (21 %)	6 pays (12 %)	8 pays (15 %)
<b>Le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale</b>	2 pays (4 %)	1 pays (2 %)	—	—	1 pays (2 %)
<b>Rouvre tous les lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics</b>	—	—	1 pays (2 %)	2 pays (3 %)	8 pays (15 %)

<sup>1</sup> **Note :** ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux cinq enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi permettant d'observer l'évolution de la situation.

Parmi les pays ayant participé aux cinq phases de l'enquête, l'on observe les changements suivants depuis la précédente phase de l'enquête :

- 1 pays est passé d'endiguer la propagation à freiner la propagation.
- 4 pays sont passés d'endiguer la propagation à une réouverture partielle.
- 4 pays sont passés de freiner la propagation à une réouverture partielle.
- 8 pays sont passés d'une réouverture partielle à une réouverture complète.

En dépit de la tendance générale à la réouverture parmi les pays ayant participé aux cinq phases de l'enquête, plusieurs pays ont recommencé à mettre en œuvre un confinement :

- 5 pays sont passés d'une réouverture partielle à freiner la propagation.
- 2 pays sont passés d'une réouverture complète à une réouverture partielle.

### Conclusions pour les pays du G20

13 des 17 pays du G20 ayant participé à l'enquête (76 %) rouvrent certains lieux.

4 pays (24 %) rouvrent tous les lieux.

Aucun pays ne freine ou n'endiguer la propagation du virus.

### Conclusions pour les pays de l'OCDE

16 des 33 pays membres de l'OCDE ayant participé à l'enquête rouvrent certains lieux (48 %). 9 pays (27 %) rouvrent tous les lieux.

5 pays (15 %) freinent la propagation du virus, et seulement 1 (3 %) est en train d'endiguer la propagation du virus.

2 pays (6 %) ont dit que le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale.

## Conclusions régionales

Région	Rouvre certains lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics	Rouvre tous les lieux de travail, entreprises et lieux de vie publics	Endigue la propagation du virus par des mesures nationales de confinement	Freine la propagation du virus en encourageant le lavage des mains	Le coronavirus n'est une menace grave ni pour la santé publique ni pour l'économie nationale
<b>Continent américain</b> 14 countries	10 pays (71 %)	—	1 pays (7 %)	3 pays (21 %)	—
<b>Afrique</b> 23 countries	11 pays (48 %)	3 pays (13 %)	5 pays (22 %)	4 pays (17 %)	—
<b>Asie-Pacifique</b> 19 countries	13 pays (68 %)	3 pays (16 %)	1 pays (5 %)	2 pays (11 %)	—
<b>Europe (CRPE)</b> 39 countries	17 pays (44 %)	10 pays (26 %)	2 pays (5 %)	8 pays (21 %)	2 pays (5 %)

## 2

# Soutien supplémentaire pour les travailleurs

## Conclusions mondiales

Presque les deux tiers (63 %, 60 pays) ont dit que les syndicats de leur pays ont obtenu un soutien supplémentaire pour les travailleurs dans le cadre de la riposte du gouvernement ou des employeurs à la pandémie de Covid-19.

37 % (soit 35 pays) ont dit que les syndicats ne sont pas parvenus à obtenir de soutien supplémentaire.

## Conclusions pour les pays du G20

88 % des pays du G20 (15 sur les 17 repris dans cette enquête) ont dit que les syndicats de leur pays ont obtenu un soutien supplémentaire pour les travailleurs. Seulement 2 (12 %) n'avaient pas obtenu de soutien supplémentaire.

## Conclusions pour les pays de l'OCDE

85 % des pays membres de l'OCDE (28 des 33 repris dans cette enquête) ont dit que les syndicats de leur pays ont obtenu un soutien supplémentaire pour les travailleurs.

5 pays (15 %) ont dit que les syndicats ne sont pas parvenus à obtenir de soutien supplémentaire.

## Conclusions régionales

### Certains syndicats de vote pays ont-ils obtenu un soutien supplémentaire pour les travailleurs dans le cadre de la riposte du gouvernement ou des employeurs à la pandémie de Covid-19 ?

Région	Oui	Non
<b>Continent américain</b> 14 pays	5 pays (36 %)	9 pays (64 %)
<b>Afrique</b> 23 pays	10 pays (43 %)	13 pays (57 %)
<b>Asie-Pacifique</b> 19 pays	12 pays (63 %)	7 pays (37 %)
<b>Europe (CRPE)</b> 39 pays	33 pays (85 %)	6 pays (15 %)

## 3

## Domaines de soutien – constituer un socle de protection sociale

On a demandé aux pays qui avaient indiqué qu'un soutien supplémentaire avait été obtenu pour les travailleurs dans le cadre de la riposte des gouvernements ou des employeurs à la pandémie de Covid-19 de préciser quelles mesures spécifiques avaient été mises sur pied. Les réponses sont reportées dans le tableau ci-dessous.

Le pourcentage a été calculé à partir du nombre de pays (60) qui ont dit qu'un soutien supplémentaire avait été obtenu pour les travailleurs.

	Congé de maladie rémunéré	Soutien au revenu	Soins de santé	Services de garde d'enfant	Garanties liées à la retraite
<b>Mondial</b> 60 pays	22 pays (37 %)	52 pays (87 %)	19 pays (32 %)	8 pays (13 %)	9 pays (15 %)
<b>G20</b> 15 pays	9 pays (60 %)	15 pays (100 %)	7 pays (47 %)	3 pays (20 %)	3 pays (20 %)
<b>OCDE</b> 28 pays	12 pays (43 %)	26 pays (93 %)	7 pays (25 %)	6 pays (21 %)	2 pays (7 %)
<b>Continent américain</b> 14 pays	4 pays (80 %)	5 pays (100 %)	2 pays (40 %)	—	—
<b>Afrique</b> 23 pays	1 pays (10 %)	7 pays (70 %)	3 pays (30 %)	—	1 pays (10 %)
<b>Asie-Pacifique</b> 19 pays	1 pays (8 %)	11 pays (92 %)	4 pays (33 %)	1 pays (8 %)	1 pays (8 %)
<b>Europe (CRPE)</b> 39 pays	16 pays (48 %)	29 pays (88 %)	10 pays (30 %)	7 pays (21 %)	7 pays (21 %)

### Conclusions mondiales (sur la base des 60 pays où les syndicats ont obtenu un soutien)

87 % des pays (52) distribuent désormais un soutien au revenu.

Les pays sont moins nombreux à prévoir des congés de maladie rémunérés (37 %, soit 22 pays) et des soins de santé (32 %, soit 19 pays).

Rares sont ceux qui ont prévu des services de garde d'enfants (13 %, soit 8 pays) ou des garanties liées à la retraite (15 %, soit 9 pays).

### Conclusions pour les pays du G20 (sur la base des 15 pays où les syndicats ont obtenu un soutien)

15 pays du G20 distribuent désormais un soutien au revenu.

60 % (9 pays) prévoient des congés de maladie rémunérés et 47 % (7 pays) incluent les soins de santé.

Rares sont ceux qui ont prévu des services de garde d'enfants (20 %, 3 pays) ou des garanties liées à la retraite (20 % soit 3 pays).



### Conclusions pour les pays de l'OCDE (sur la base des 28 pays où les syndicats ont obtenu un soutien)

Dans l'ensemble de l'OCDE, 96 % des pays (26) distribuent désormais un soutien au revenu.

43 % (12 pays) prévoient des congés de maladie rémunérés.

Seulement 25 % (7 pays) incluent les soins de santé et 21 % (6 pays) ont prévu des services de garde d'enfants.

Seulement 2 pays (7 %) proposent des garanties liées à la retraite.

### Conclusions régionales

Voir le tableau ci-dessus.

### Autres types de soutien

Les syndicats avaient la possibilité, dans le cadre de l'enquête, d'identifier d'autres types de soutien obtenu pour les travailleurs dans le cadre de la riposte à la pandémie de Covid-19. Notamment :

Diminution des horaires de travail afin de préserver l'emploi	Congé parental supplémentaire	Exonération des loyers	Prestations accrues d'assurance-chômage, de congé de maladie et de retraite anticipée	Allocation pour réduction du temps de travail
Déclaration de la Covid-19 comme maladie professionnelle	Extension du chômage partiel	Paiements directs	Primes versées aux travailleuses et travailleurs de la santé	Report du paiement des impôts
Subventions aux salaires dans le privé	Versements pour l'achat de denrées alimentaires	EPI et transport vers le lieu de travail		Garanties de l'emploi
	Soutien aux PME dans les secteur formel et informel			

## 4 Plan de reprise économique du gouvernement

### Conclusions mondiales

La majorité des pays (81 %, 77 pays) ont dit que leur gouvernement était en train d'élaborer un plan de reprise économique dans le cadre de sa riposte à la pandémie de Covid-19.

19 % (18 pays) ont dit que leur gouvernement n'élaborait pas de plan de reprise économique.

### Détails concernant le plan (au niveau mondial)

Parmi les organisations ayant dit que leur gouvernement (77 pays) était en train d'élaborer un plan,

64 % (49 pays) ont dit que les syndicats du pays participaient aux discussions sur les plans de reprise avec le gouvernement. 36 % (28 pays) ont dit que les syndicats n'y participaient pas.

77 % (59 pays) ont dit que des créations d'emplois étaient prévues dans le plan de reprise économique. 23 % (18 pays) ont dit que les plans ne prévoyaient pas de création d'emploi.

Juste un peu moins de la moitié (49 %, soit 38 pays) ont dit que des actions relatives au changement climatique et à une transition juste étaient prévues dans le cadre du plan de reprise économique.

### Conclusions pour les pays du G20

14 des 17 pays du G20 ayant pris part à l'enquête (82 %) ont dit que leur gouvernement était en train d'élaborer un plan de reprise économique dans le cadre de sa riposte à la pandémie de Covid-19.

18 % (3 pays) ont dit que leur gouvernement n'élaborait pas de plan de reprise économique.

### Détails concernant le plan (G20)

Sur les 14 pays ayant dit que leur gouvernement était en train d'élaborer un plan,

79 % (11 pays) ont dit que les syndicats du pays participaient aux discussions sur les plans de reprise économique avec le gouvernement. 21 % (3 pays) ont dit que les syndicats n'y participaient pas.

86 % (12 pays) ont dit que des créations d'emplois étaient prévues dans le plan de reprise économique. 14 % (2 pays) ont dit que les plans ne prévoyaient pas de création d'emploi.

Plus de la moitié (57 %, soit 8 pays) a dit que des actions relatives au changement climatique et à une transition juste étaient prévues dans le cadre du plan de reprise économique.

### Conclusions pour les pays de l'OCDE

30 sur les 33 pays membres de l'OCDE ayant pris part à cette enquête (91 %) ont dit que leur gouvernement était en train d'élaborer un plan de reprise économique dans le cadre de sa riposte à la pandémie de Covid-19.

9 % (3 pays) ont dit que leur gouvernement n'élaborait pas de plan de reprise économique.

### Détails concernant le plan (OCDE)

Sur les 30 pays ayant dit que leur gouvernement était en train d'élaborer un plan,

77 % (23 pays) ont dit que les syndicats du pays participaient aux discussions sur les plans de reprise économique avec le gouvernement. 23 % (7 pays) ont dit que les syndicats n'y participaient pas.

80 % (24 pays) ont dit que des créations d'emplois étaient prévues dans le plan de reprise économique. 20 % (6 pays) ont dit que les plans ne prévoyaient pas de création d'emploi.

La moitié (50 %, soit 15 pays) a dit que des actions relatives au changement climatique et à une transition juste n'étaient pas prévues par le plan de reprise économique.

## Conclusions régionales

### Votre gouvernement élabore-t-il des plans de reprise économique dans le cadre de sa riposte à la pandémie de Covid-19 ?

Région	Oui	Non
<b>Continent américain</b> 14 pays	9 pays (64 %)	5 pays (36 %)
<b>Afrique</b> 23 pays	19 pays (83 %)	4 pays (17 %)
<b>Asie-Pacifique</b> 19 pays	14 pays (74 %)	5 pays (26 %)
<b>Europe (CRPE)</b> 39 pays	35 pays (90 %)	4 pays (10 %)

Région	Les syndicats de votre pays participent-ils aux discussions avec le gouvernement sur le plan de reprise économique ?		Les plans de reprise économique prévoient-ils des créations d'emplois ?		Les plans de reprise économique prévoient-ils des actions relatives au changement climatique et à une transition juste ?	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
<b>Continent américain</b> 9 pays	4 pays (44 %)	5 pays (56 %)	6 pays (67 %)	2 pays (33 %)	4 pays (44 %)	5 pays (56 %)
<b>Afrique</b> 19 pays	9 pays (47 %)	10 pays (53 %)	12 pays (63 %)	7 pays (37 %)	10 pays (53 %)	9 pays (47 %)
<b>Asie-Pacifique</b> 14 pays	9 pays (64 %)	5 pays (36 %)	14 pays (100 %)	—	6 pays (43 %)	8 pays (57 %)
<b>Europe (CRPE)</b> 35 pays	27 pays (77 %)	8 pays (23 %)	27 pays (77 %)	8 pays (23 %)	18 pays (51 %)	17 pays (49 %)

## 5 Restrictions du gouvernement aux droits humains et du travail

### Conclusions mondiales

Plus de la moitié des pays (56%, 53 pays) a signalé qu'au cours des derniers mois, leur gouvernement avait imposé des restrictions aux droits humains et du travail sous le prétexte de ripostes à la pandémie de Covid-19.

44 % (42 pays) ont dit que leur gouvernement n'avait pas tenté d'imposer de restrictions aux droits humains et du travail.

### Conclusions pour les pays du G20

La moitié des pays du G20 prenant part à l'enquête (53 %, soit 9 pays sur 17) a signalé qu'au cours des derniers mois, leur gouvernement avait imposé des restrictions aux droits humains et du travail sous le prétexte de ripostes à la pandémie de Covid-19.

8 pays (47 %) ont dit que leur gouvernement n'avait pas tenté d'imposer de restrictions.

### Conclusions pour les pays de l'OCDE

16 des 33 pays membres de l'OCDE prenant part à l'enquête (48 %) ont signalé qu'au cours des derniers mois, leur gouvernement avait imposé des restrictions aux droits humains et du travail sous le prétexte de ripostes à la pandémie de Covid-19.

Cependant, ils sont un peu plus nombreux (52 % soit 17 pays) à dire que ce n'était pas le cas.

## Conclusions régionales

**Ces derniers mois, votre gouvernement a-t-il imposé des restrictions aux droits humains et du travail sous le prétexte de riposter à la pandémie de Covid-19 ?**

Région	Oui	Non
<b>Continent américain</b> 14 pays	10 pays (71 %)	4 pays (29 %)
<b>Afrique</b> 23 pays	16 pays (70 %)	7 pays (30 %)
<b>Asie-Pacifique</b> 19 pays	8 pays (42 %)	11 pays (58 %)
<b>Europe (CRPE)</b> 39 pays	19 pays (63 %)	20 pays (37 %)

## 6 Évaluation de la réaction du gouvernement

### Conclusions mondiales

58 % des pays estiment que la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **bonne**.

42 % des pays estiment que la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **mauvaise**.

Plus de la moitié des pays (58 %, soit 55 pays) ayant répondu à l'enquête jugent que la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est bonne.

La plupart des pays (53 %, soit 50 pays) estiment que la réponse du gouvernement est **plutôt bonne**, tandis que seulement 5 % (5 pays) estiment que la réponse du gouvernement est **très bonne**.

42 % (40 pays) estiment que la réponse du gouvernement est **mauvaise**. Ce qui inclut 30 pays (32 %) qui estiment que la réponse est **mauvaise** et 10 pays (11 %) qui estiment que la réponse est **très mauvaise**.

### Évolution mondiale

Des organisations syndicales de 52 pays ont participé aux cinq enquêtes de la série (menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril, du 20 au 23 avril, du 25 au 28 mai et du 22 au 25 juin). Voici les résultats pour ces pays<sup>2</sup> :

	1ère enquête 17 – 23 mars 52 pays	2e enquête 30 mars – 2 avril 52 pays	3e enquête 20 – 23 avril 52 pays	4e enquête 25 – 28 mai 52 pays	5e enquête 22 – 25 juin 52 pays
<b>Le gouvernement réagit mal</b>	22 pays (42 %)	20 pays (38 %)	20 pays (38 %)	22 pays (42 %)	22 pays (42 %)
<b>Le gouvernement réagit bien</b>	30 pays (58 %)	32 pays (62 %)	32 pays (62 %)	30 pays (58 %)	30 pays (58 %)

Les résultats de cette 5e enquête ne se sont pas écartés significativement de ceux de la 4e enquête :

3 pays ont maintenant une vision plus négative de la réaction de leur gouvernement à la crise ; 1 pays qui la jugeait **mauvaise** la considère maintenant **très mauvaise**, 1 autre est passé de **plutôt bonne** à **mauvaise** et 1 pays est passé de **plutôt bonne** à **très mauvaise**.

5 pays ont maintenant une vision plus positive de la réaction de leur gouvernement à la crise ; deux sont passés de **mauvaise** à **plutôt bonne** et 3 de **très mauvaise** à **mauvaise**.

#### Conclusions pour les pays du G20

9 des 17 pays du G20 ayant répondu à l'enquête (53 %) jugent que la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **plutôt bonne**. La réaction d'aucun pays du G20 n'est vue comme étant **très bonne**.

8 pays du G20 (47 %) estiment que la réponse du gouvernement est **mauvaise**. Ce qui inclut 3 pays qui jugent la réaction de leur gouvernement **très mauvaise**.

#### Conclusions pour les pays de l'OCDE

70 %, soit 23 des 33 pays membres de l'OCDE ayant répondu à l'enquête jugent que la réponse du gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **bonne**. Aucun pays membre de l'OCDE n'a une réaction vue comme étant **très bonne**.

30 %, soit 10 pays, estiment que la réponse du gouvernement est **mauvaise**. Dont quatre qui jugent la réaction de leur gouvernement **très mauvaise**.

**2 Note :** ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux cinq enquêtes ; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi permettant d'observer l'évolution de la situation.

## Conclusions régionales

Comment évaluez-vous la réponse de votre gouvernement aux besoins des travailleurs affectés par la Covid-19 ?		
Région	Bonne	Mauvaise
<b>Continent américain</b> 14 pays	4 pays (29 %)	10 pays (71 %)
<b>Afrique</b> 23 pays	13 pays (57 %)	10 pays (43 %)
<b>Asie-Pacifique</b> 19 pays	7 pays (37 %)	12 pays (63 %)
<b>Europe (CRPE)</b> 39 pays	31 pays (79 %)	8 pays (21 %)

## 7 Évaluation de la réaction des employeurs

### Conclusions mondiales

60 % des pays estiment que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **mauvaise**.

40 % trouvent que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **bonne**.

Plus de la moitié des pays (60 %, soit 57 pays) estiment que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par le virus est **mauvaise**. Ce qui inclut 15 pays (soit 16 %) qui jugent la réaction des employeurs **très mauvaise**.

40 % (soit 38 pays), pourtant, estiment que la réaction des employeurs est **bonne** ; mais seulement 1 % (1 pays) juge que la réaction des employeurs est **très bonne**.

### Évolution mondiale

Dans l'ensemble des pays ayant répondu aux cinq enquêtes, 60 % pense désormais que la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs est **mauvaise**.

Des organisations syndicales de 52 pays ont participé aux cinq enquêtes de la série (menées respectivement du 17 au 23 mars, du 30 mars au 2 avril, du 20 au 23 avril, du 25 au 28 mai et du 22 au 25 juin). Voici les résultats pour ces pays<sup>3</sup> :

	1ère enquête 17 – 23 mars 52 pays	2e enquête 30 mars – 2 avril 52 pays	3e enquête 20 – 23 avril 52 pays	4e enquête 25 - 28 mai 52 pays	5e enquête 22 – 25 juin 52 pays
<b>Les entreprises réagissent mal</b>	23 pays (44 %)	30 pays (58 %)	27 pays (52 %)	31 pays (60 %)	31 pays (60 %)
<b>Les entreprises réagissent bien</b>	29 pays (56 %)	22 pays (42 %)	25 pays (48 %)	21 pays (40 %)	21 pays (40 %)

Des évolutions mineures sont observées, mais les résultats de cette 5e enquête restent identiques.

### Conclusions pour les pays du G20

Sur l'ensemble des 17 pays du G20 ayant répondu à l'enquête, 13 pays (soit 76 %) estiment que la réaction des employeurs est **mauvaise**.

Seulement 4 pays (24 %) jugent que la réaction des employeurs est **bonne**.

### Conclusions pour les pays de l'OCDE

48 % (16 pays) des pays membres de l'OCDE ayant répondu à l'enquête estiment que la réaction des employeurs est **mauvaise**.

Un peu plus (17 pays, soit 52 %) jugent que la réaction des employeurs est **bonne**.

## Conclusions régionales

### Comment évaluez-vous la réponse des employeurs aux besoins des travailleurs affectés par la Covid-19 ?

Région	Bonne	Mauvaise
<b>Continent américain</b> 14 pays	—	14 pays (100 %)
<b>Afrique</b> 23 pays	7 pays (30 %)	16 pays (70 %)
<b>Asie-Pacifique</b> 19 pays	8 pays (42 %)	11 pays (58 %)
<b>Europe (CRPE)</b> 39 pays	23 pays (59 %)	16 pays (41 %)

**3 Note :** ne figurent ici que les données des pays ayant participé aux cinq enquêtes; il est donc possible que les résultats diffèrent de la moyenne mondiale et des précédentes données de suivi permettant d'observer l'évolution de la situation.